



N'écrivons pas l'avenir avec le sang de nos enfants. Nos enfants, petits-enfants, les générations actuelles et futures ont le droit de vivre en paix. La guerre n'est jamais la solution !

L'avenir de nos enfants et petits-enfants n'est pas de devenir de la chair à canon.

Résumé. "N'écrivons pas l'avenir avec le sang de nos enfants". Lors du congrès des maires de France, le général et chef d'Etat major Fabien Mandon, (donc aux ordres du Président de la République) a déclaré : *"Nous avons tout pour dissuader Moscou. Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour défendre la Nation. (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement. Si nous ne sommes pas prêts à cela, alors nous sommes en risque. Il faut en parler dans vos communes"*

Leurs politiques irresponsables et guerrières ont conduit le monde au bord du précipice.

Ils ont tourné le dos à leur devoir de construire la paix et la sécurité internationale dans le respect des règles fondamentales du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies qui prévoient que **« le règlement de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener une rupture de la paix doit se réaliser par des moyens diplomatiques en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde »**. Ils ne nous proposent comme seule perspective que la culture de la guerre, l'économie de guerre, la propagande de guerre et aujourd'hui franchissent un nouveau pas en appelant les parents, les grands parents, les enseignants à **préparer leurs enfants, leurs petits-enfants, la jeunesse d'aujourd'hui à mourir pour la patrie**. Dans le même temps ils réduisent drastiquement les dépenses en faveur du bien-être social et des services publics. Ils réorientent des pans entiers de l'économie vers la production d'armes et le commerce des armes.

Dès maintenant et jusqu'au 10 décembre 2025, journée internationale des droits de l'homme, le **Mouvement de la Paix appelle à une sorte d'insurrection des consciences pour exiger de notre gouvernement qu'il agisse pour le respect du droit des humains à la paix**, de notre droit et du droit de nos enfants, petits-enfants et des générations futures à vivre en paix. Allons en délégations partout, le plus unitairement possible, devant les préfectures et sous-préfectures etc...imaginons et exigeons partout d'être reçus pour porter cette exigence du droit de vivre en paix et du devoir de ceux qui nous gouvernent de construire la paix en trouvant des solutions diplomatiques aux conflits dans le respect de la Charte des Nations unies et **de la résolution de l'ONU portant plan d'action pour une culture de la paix**. Enfin, l'élimination de la menace atomique, dans le respect de l'article 6 du TNP et par la mise en œuvre du Traité sur l'Interdiction des armes nucléaires, est de nature à apaiser le monde. Face aux faiseurs de guerres et aux prophètes de malheur, c'est la construction de politiques de confiance, de coopérations multilatérales, contrôlées, partagées qui sera de nature à isoler les oiseaux de mauvais augures. **L'espoir réside dans notre capacité** à nous les sociétés civiles de construire au plan national et international une sorte de front uni des peuples pour la paix à travers le développement de mouvements sociaux engagés pour la justice sociale, la protection de la planète, et la paix.

Déclaration entière - N'écrivons pas l'avenir avec le sang de nos enfants !

Le rôle des Etats et des chefs d'Etat, en vertu du droit international et plus particulièrement de la Charte des Nations unies est *« de préserver Les générations futures du fléau de la guerre qui par deux fois dans l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances d'unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationale ... en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde »*. Les Etats membres des Nations unies ont l'obligation suivant les termes de la Charte des Nations Unies *« de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix et de réaliser par des moyens pacifiques conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international susceptibles de mener une rupture de la paix »*

La France et ses dirigeants, les membres du conseil de sécurité et plus particulièrement les membres permanents ont depuis des années et en particulier depuis 2001 tourné le dos à ces obligations posées par le droit international en utilisant souvent indument leur droit de veto qui doit être supprimé en particulier pour des Etats qui ont parties à un conflit.

Ils ont conduit depuis la chute du mur de Berlin et surtout à partir de 2001, des politiques de militarisation du monde, caractérisées par des guerres souvent illégales, par l'augmentation des dépenses militaires qui sont passées de 1000 milliards d'euros en 2000 à 2700 milliards d'euros en 2024. Aujourd'hui les USA et l'Otan appellent à porter les budgets militaires des Etats de l'OTAN et de l'UE à 5 % du PIB c'est-à-dire à doubler les dépenses militaires. Les Etats dotés de l'arme nucléaire ont quasiment tous violés le droit international en matière d'armes nucléaires et plus particulièrement l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire.

Leurs politiques ont conduit le monde au bord du précipice comme le dit Amine Malouf secrétaire perpétuel de l'Académie française *« "Le monde est face à une dérive suicidaire". « Il faut d'urgence raccommoder cette planète. Il faut rêver d'un monde où ne résonnent que les mots des poètes, les notes de musique et les rires des enfants »*.

Ils n'ont pas été capables d'assurer la sécurité humaine des peuples (sécurité économique, sociale et environnementale). Ils n'ont même pas été capables d'assurer la sécurité alimentaire.

Ainsi comme le dit Jean Ziegler dans son ouvrage où est l'espoir : *"conformément aux chiffres publiés par les 21 organisations spécialisées des Nations unies, les décès induits par le sous-développement économique et social et la misère extrême dans les 122 pays du tiers-monde se sont élevés en 2023 à plus de 61 millions d'êtres humains, autrement dit, la faim, la soif, les épidémies et les conflits provoqués par la misère détruisent aujourd'hui chaque année presque autant d'êtres humains que la seconde guerre mondiale en six ans"*.

Comme le dit celui qui a été pendant de nombreuses années responsable du programme des Nations unies pour le développement « *ces politiques de non-respect du droit international ont conduit à ce que les 500 plus puissantes sociétés transcontinentales du monde tous secteurs confondus contrôlent aujourd'hui 52,8 % du produit mondial brut en une année. Ces mêmes oligarchies du capital financier globalisé détiennent un pouvoir économique, politique, militaire, financier, idéologique comme jamais avant eux un roi, un empereur, un Pape n'en a possédé. Elles échappent à tout contrôle étatique, parlementaire, judiciaire, syndical* ». L'ONG Oxfam dans son rapport sur les inégalités dans le monde de décembre 2021 indique que « *les 18 multimilliardaires les plus riches du monde possèdent autant de valeur patrimoniale que la moitié la plus pauvre de la planète c'est-à-dire plus précisément 3,5 milliards d'êtres humains* »

La situation actuelle du monde est le résultat de ces politiques qui font que les peuples souffrent, les multimilliardaires s'enrichissent et que le lobby militaro-industriel encaisse des profits faramineux, du fait de la réorientation de pans entiers des économies vers la production d'armes.

Ils ne nous proposent comme seule perspective que la culture de la guerre, l'économie de guerre, la propagande de guerre et aujourd'hui franchissent un nouveau pas en appelant les parents, les grands parents, les enseignants à préparer leurs enfants, leurs petits-enfants, la jeunesse d'aujourd'hui à mourir pour la patrie. Dans le même temps ils réduisent drastiquement les dépenses en faveur du bien être social et des services publics.

En France le gouvernement appelle les hôpitaux dans une circulaire de juillet 2025 à s'organiser pour pouvoir accueillir des blessés graves comme le révèle Ouest-France dans sa newsletter du 28 août 2025 « *Dans une instruction révélée cette semaine par le Canard enchaîné, le ministère demande aux agences régionales de santé (ARS) de préparer l'installation, en cas de besoin, de centres médicaux de transit (CMT), sorte de gares de triage régionales de patients arrivant du front. Ces plateformes auront pour mission d'orienter au mieux les blessés dans les hôpitaux civils – et également de les rapatrier vers leur nation d'origine lorsque les soins sont terminés.*

Au lieu de s'arc-bouter sur une solution politique et diplomatique à la guerre en Ukraine le gouvernement français envisage de produire des avions rafale par centaines pour la grande joie de Dassault et autres fleurons de l'industrie militaire. Au lieu de consacrer tous leurs efforts pour une paix juste et durable au Moyen-Orient ils acceptent la présence à Paris, en ce mois de novembre au salon des armements, d'industriels israéliens liés potentiellement aux industries d'armement alors que la politique génocidaire de cet Etat et de son principal dirigeant Netanyahu sont condamnés par la justice internationale.

Nous les peuples, nous aimons la paix, nous aimons la vie, nous voulons vivre ensemble en paix dans un monde de justice, de solidarité, de fraternité-sororité, d'amitié entre les peuples.

Nous refusons que nos enfants nos petits-enfants soient engagés et potentiellement utilisés comme chair à canon dans cette spirale infernale.

La réalité du monde actuel, avec en particulier les dérèglements climatiques et les inégalités de développement , nous montre que **pour son avenir l'humanité n'a d'autre chemin que la Paix.**

Aucun des problèmes auquel est confronté l'humanité ne peut être résolu sans la paix.

C'est la raison pour laquelle le Mouvement de la paix à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme, appelle partout en France, dès maintenant et jusqu'au 10 décembre à organiser des rassemblements, des délégations auprès des préfectures, des sous-préfectures... pour exprimer notre exigence de respect intégral des grandes règles du droit international afin de désarmer les dynamiques diverses d'hostilité, de conflits dans lequel nous vivons, afin d'en finir avec le droit international à double vitesse.

Comme le dit Georges Corm, historien libanais et ancien ministre des finances du Liban, « *le non-respect intégral des grandes règles du droit international nous mène sur le chemin de la guerre généralisée qui nous attend demain si on n'y prend garde* ».

L'espoir réside dans notre capacité à nous les sociétés civiles de construire au plan national et international une sorte de front uni des peuples pour la paix à travers le développement de mouvements sociaux engagés pour la justice sociale, la protection de la planète, et la paix.

Pour agir rejoignez le Mouvement de la paix. Contact : national@mvtpeix.org

Rejoignez le mouvement de la paix : <https://www.mvtpeix.org/wordpress/nous-rejoindre/>

Signez la pétition maudite soit la guerre : <https://www.change.org/p/maudite-soit-la-guerre-construisons-la-paix>

Saint-Ouen - Le Mouvement de la Paix le 26 novembre 2025